



**KPMG Entreprises
Limousin Vienne**
Parc d'activités Romanet
25, rue Hubert Curien
CS 63 814
87038 Limoges Cedex 1
France

Téléphone : +33 (0)5 55 11 37 00
Télécopie : +33 (0)5 55 34 74 42
Site internet : www.kpmg.fr

Cerinnov Group SA

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018
Cerinnov Group SA
2 rue Columbia - 87000 Limoges
Ce rapport contient 27 pages

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles.

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Eqho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



**KPMG Entreprises
Limousin Vienne**
Parc d'activités Romanet
25, rue Hubert Curien
CS 63 814
87038 Limoges Cedex 1
France

Téléphone : +33 (0)5 55 11 37 00
Télécopie : +33 (0)5 55 34 74 42
Site internet : www.kpmg.fr

Cerinnov Group SA

Siège social : 2 rue Columbia - 87000 Limoges
Capital social : € 725 365

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'attention de l'Assemblée Générale de la société Cerinnov Group ,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Cerinnov Group relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- La note 2.3 de l'annexe décrit les règles d'activation et les méthodes de valorisation des projets de développement enregistrés en immobilisations incorporelles et la note 4 en détaille les principales composantes. Nous nous sommes assurés de la valorisation de ces immobilisations en cours et du caractère approprié de l'estimation retenue.
- La note 2.4 de l'annexe expose les règles et méthodes comptable relatives à la valorisation et à la dépréciation des immobilisations financières et la note 5 détaille la liste de ces participations. Nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent les valeurs d'utilité et à nous assurer du caractère approprié de l'estimation retenue.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette

- appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Limoges, le 16 avril 2019

KPMG Entreprises
Département de KPMG S.A.



Sébastien Guérit
Associé

BILAN ACTIF

ACTIF	BRUT	Amortissements	Net 31/12/2018	Net 31/12/2017
En Euros			Valeurs nettes	Valeurs nettes
Frais d'établissements.....				
Frais de développement.....	1 370 014	620 802	749 212	904 093
Concession, brevets et droits	50 094	25 089	25 006	6 540
Fonds commercial.....				
Autres immobilisations incorporelles.....	2 834 484	8 304	2 826 180	1 097 540
Total Immobilisations incorporelles.....	4 254 593	654 195	3 600 398	2 008 173
Installations techniques, matériel et outillage industriel.....	617 515	480 264	137 251	179 862
Autres immobilisations corporelles.....	263 012	88 266	174 746	10 359
Immobilisations en cours.....				78 680
Total Immobilisations corporelles.....	880 527	568 530	311 997	268 901
Autres Participations.....	7 400 303	27 500	7 372 803	4 950 372
Créances rattachées à des participations.....	346 784		346 784	434 846
Autres titres immobilisés.....	300		300	300
Prêts.....	312 499		312 499	525 775
Autres immobilisations financières.....	167 103	4 595	162 508	172 005
Total Immobilisations corporelles.....	8 226 989	32 095	8 194 893	6 083 297
Total Actif Immobilisé	13 362 109	1 254 821	12 107 288	8 360 371
Matières premières et approvisionnement.....				
Stocks d'en-cours de production de biens.....				
Stocks d'en-cours de production de services.....				
Stocks produits intermédiaires et finis.....				
Total Stock et en-cours.....				
Avances, acomptes versés sur commandes.....	19 300		19 300	20 505
Créances clients et comptes rattachés.....	957 937	3 400	954 537	951 246
Autres créances	4 436 850		4 436 850	4 811 503
Total Créances.....	5 414 087	3 400	5 410 687	5 783 253
Valeurs mobilières de placement.....				202 540
Disponibilités.....	3 055 365		3 055 365	4 254 730
Charges constatées d'avance.....	31 037		31 037	23 697
Total Disponibilités et divers.....	3 086 402		3 086 402	4 480 967
Total Actif Circulant	8 500 489	3 400	8 497 089	10 264 220
Total Actif	21 862 598	1 258 221	20 604 377	18 624 592

BILAN PASSIF

PASSIF	31-déc.-18	31-déc.-17
En Euros		
Capital social ou individuel.....	725 365	712 741
Primes d'émission, de fusion, d'apport.....	10 117 523	9 689 995
Ecart de réévaluation.....		
Réserves légale.....	71 275	69 765
Réserves statutaires ou contractuelles.....		
Réserves réglementées.....		
Autres Réserves.....	740 967	740 967
Report à nouveau.....	966 093	686 374
Résultat de l'exercice.....	(392 446)	281 229
Subventions d'investissement.....	106 038	
Total Capitaux Propres	12 334 815	12 181 070
Produits des émissions de titres participatifs.....		
Avances conditionnées.....	695 911	816 711
Autres Fonds Propres	695 911	816 711
Provisions pour risques.....	327 570	91 430
Provisions pour charges.....	105 550	95 125
Provisions pour risques et charges	433 120	186 555
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit.....	4 935 758	3 522 568
Emprunts et dettes financières divers.....	376 349	866 753
Total Dettes financières.....	5 312 107	4 389 321
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours.....		
Fournisseurs et comptes rattachés.....	1 122 622	686 252
Dettes fiscales et sociales.....	219 226	272 968
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés.....		
Autres dettes.....	381 418	51 713
Total Dettes diverses.....	1 723 266	1 010 933
Produits constatés d'avance.....	105 158	40 000
Dettes	7 140 531	5 440 254
Total Passif	20 604 377	18 624 591

COMPTE DE RÉSULTAT

COMPTE DE RESULTAT	France	Export	31-déc.-18	31-déc.-17
En Euros				
Ventes de marchandises.....	770 388	36 666	807 054	504 610
Production vendue de biens.....				
Production vendue de services.....	471 709	438 958	910 667	1 585 511
Chiffre d'affaires nets	1 242 098	475 624	1 717 722	2 090 121
Production stockée.....				
Production immobilisée.....			1 573 954	671 204
Subventions d'exploitation.....			232 032	440 785
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges.....			31 725	60 772
Autres produits.....			11	57
Total Produits d'exploitation.....			3 555 443	3 262 938
Achats de marchandises (et droits de douane).....			174 059	292 430
Variation de stock de marchandises.....				
Achats de matières premières et autres approvisionnements.....			463	
Variation de stock (matières premières et approvisionnements.....)				
Autres achats et charges externes.....			1 710 832	1 258 693
Total Charges Externes.....			1 885 353	1 551 123
Impôts et taxes.....			123 869	93 543
Salaires et traitements.....			1 121 004	915 659
Charges sociales.....			473 970	366 694
Total Charges de personnel.....			1 594 974	1 282 354
Dotations aux amortissements sur immobilisations.....			258 873	170 992
Dotations aux provisions sur immobilisations.....				
Dotations aux provisions sur actif circulant.....				
Dotations aux provisions pour risques et charges.....			1 142	9 193
Total Dotations d'Exploitation.....			260 015	180 185
Autres charges d'exploitation.....			1 816	150
Total Charges d'exploitation.....			3 866 028	3 107 354
Résultat d'exploitation			(310 584)	155 584

COMPTE DE RESULTAT	31-déc.-18	31-déc.-17
En Euros		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé.....	15 662	24 208
Autres intérêts et produits assimilés.....	75 578	73 822
Reprises sur provisions et transferts de charges.....		
Différences positives de changes.....	95	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total Produits Financiers.....	91 335	98 030
Dotations financières aux amortissements et provisions.....	36 797	13 864
Intérêts et charges assimilées.....	74 666	65 179
Différences négatives de changes.....	82	
Total Charges Financières.....	111 545	79 043
Résultat financier	(20 210)	18 987
Résultat courant avant impôts	(330 794)	175 324
Produits exceptionnels sur opérations de gestion.....	8 890	30 792
Produits exceptionnels sur opérations en capital.....	60 157	25 400
Reprises sur provisions et transfert de charges.....		
Total Produits exceptionnels.....	69 047	56 192
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion.....	93 391	21 786
Charges exceptionnelles sur opérations en capital.....	158 183	86 283
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions.....	261 684	9 170
Total Charges exceptionnelles.....	513 258	117 239
Résultat exceptionnel	(444 211)	(61 047)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise.....		
Impôt sur les résultats.....	(382 560)	(167 703)
Total des produits.....	3 715 825	3 417 913
Total des charges.....	4 108 271	3 135 933
Résultat net	(392 446)	281 980

NOTES ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

NOTE 1 – Faits caractéristiques de CERINNOV GROUP

1.1 – Evènements marquants de l'exercice

Pour la clôture au 31/12/2018, CERINNOV GROUP a déposé une déclaration de crédit d'impôt recherche au titre de l'année civile 2018. Il ressort un crédit d'impôt recherche de 366 K€.

Acquisition de la société CRISTALLERIE DE SAINT PAUL

Le 28 juin 2018, CERINNOV GROUP a acquis 100% du capital et des droits de vote de la société CRISTALLERIE DE SAINT PAUL.

Le prix retenu pour l'acquisition de 100% du capital est de 2,5 M€, dont 2,05 M€ en numéraire 0,45 M€ par voie d'un apport en nature approuvés par l'assemblée générale des actionnaires de CERINNOV GROUP du 28 juin 2018.

Cet apport en nature a donné lieu à l'émission de 63 118 actions nouvelles de CERINNOV GROUP émises au prix de 7,13€ par action, soit un montant global de 0,45 M€. Ces actions nouvelles représentent 1,74% du capital social et 1,2% des droits de vote de CERINNOV GROUP.

Les actionnaires cédants bénéficieront en outre d'un complément de prix d'un montant maximal de 0,5 M€ payable sous réserve du respect de certains objectifs de marge opérationnelle au titre des exercices 2018 à 2020.

1.2 – Evènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement postérieur à la clôture n'est à signaler.

NOTE 2 – Règles et méthodes comptables

2.1 – Changement de règles et méthodes comptables

Par rapport à l'exercice précédent, la société n'a procédé à aucun changement de méthode comptable.

2.2 – Règles générales

Les comptes annuels sont établis en conformité avec les règles et méthodes comptables découlant des textes légaux et réglementaires applicables en France. Ils respectent en particulier les dispositions du Règlement ANC 2014-03 de l'autorité des normes comptables relatif au plan comptable général.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrit en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.3 – Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à la valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les frais accessoires, droit de mutation, honoraires et commissions et frais d'actes, ne sont pas incorporés à ce coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire sur la durée d'utilisation.

Les durées d'utilisation sont les suivantes :

- Frais de recherche et développement : 3 à 10 ans
- Logiciels : 1 à 7 ans
- Marques et Brevets : 10 à 20 ans
- Installations techniques : 5 à 10 ans
- Matériel et outillage industriels : 1 à 10 ans
- Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- Matériel de transport : 1 à 5 ans
- Matériel de bureau : 3 à 10 ans
- Matériel informatique : 3 à 7 ans
- Mobilier : 4 à 10 ans

2.4 – Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

2.5 – Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.6 – Opérations en devises

Lors de l'acquisition d'actif en monnaie étrangère, le taux de conversion utilisé est le taux de change à la date d'entrée ou, le cas échéant, celui de la couverture si celle-ci a été prise avant l'opération. Les frais engagés pour mettre en place les couvertures sont également intégrés au coût d'acquisition.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écarts de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

2.7 – Provisions

Une provision est constituée lorsqu'il existe une obligation de la société à l'égard des tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Une provision est un passif dont le montant ou l'échéance n'est pas fixée de façon précise.

2.8 – Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise CERINNOV GROUP, prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé d'accord particulier. Les engagements correspondants ont été constatés sous la forme de provisions.

2.9 – Dettes

Les dettes sont enregistrées pour leur valeur nominale de remboursement. Elles ne font pas l'objet d'une actualisation.

2.10 – Crédit d'impôt compétitivité et emploi (CICE)

Le CICE est calculé à la clôture de l'exercice sur la base des rémunérations éligibles au sein du groupe d'intégration fiscale. Il est rétrocédé aux différents membres du groupe d'intégration fiscale conformément aux principes de la convention d'intégration fiscale.

Ce produit est comptabilisé en diminution des charges de personnel (rubrique « charges sociales ») conformément à la préconisation de la note d'information du 28 février 2013 de l'Autorité des Normes Comptables.

INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

NOTE 3 – Actif immobilisé

Actifs immobilisé	Valeur en début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement.....	1 370 014			1 370 014
Autres postes d'immobilisations incorporelles.....	1 124 912	1 794 176	34 509	2 884 579
Total Immobilisations incorporelles	2 494 926	1 794 176	34 509	4 254 593
Terrains.....				
Constructions.....				
Installations tech, matériel & outillage.....	611 145	6 370		617 515
Instal. générales, agencements & aménagements divers.....	2 325	15 732		18 057
Matériel de transport.....	25 774	14 967		40 741
Matériel de bureau, informatique et mobilier.....	36 251	169 207	1 244	204 214
immobilisations en-cours.....	78 680	50 577	129 257	
Total immobilisations corporelles	754 175	256 853	130 501	880 527
Participations évaluées par mise en équivalence.....				
Autres participations.....	5 385 217	2 499 931	138 062	7 747 087
Autres titres immobilisés.....	300			300
Prêts et autres immobilisations financières.....	702 361	51 250	274 009	479 602
Total Immobilisations financières	6 087 879	2 551 181	412 071	8 226 989
ACTIF IMMOBILISE	9 336 980	4 602 210	577 081	13 362 109

NOTE 4 – Frais de recherche et de développement

Immobilisations Incorporelles	Montant Brut	Durée
Frais de recherche et de développement		
FRAIS DE RECHERCHE PROJET ANVAR METAL.....	306 000	5 ans
FRAIS DE RECHERCHE PROJET CERINJECT.....	412 400	5 ans
FRAIS DE RECHERCHE PROJET FASIL.....	651 614	9 ans
Frais de Recherche	1 370 014	

Les frais de recherche et de développement sont amortis sur une durée de 3 à 10 ans en fonction de la durée estimée de consommation des avantages économiques futurs.

4.1 – Détail des frais de recherche et développement

ANVAR METAL : 306 000 € activé le 28 février 2003 amorti sur 5 ans est totalement amorti au 31 décembre 2007.

CERINJECT : 412 400 € activé et amorti sur 5 ans à compter du 1^{er} juillet 2016. Ce projet a pour but de réaliser un projet collectif basé sur la technologie à injection base pression pour la réalisation d'une machine pilote à l'échelle industrielle. CERINNOV GROUP a bénéficié d'une aide du FEDER pour la réalisation du projet CERINJECT en 2013.

FASIL : 651 614 € activé et amorti sur 9 ans à compter du 1^{er} juillet 2017. Ce projet a pour objet la fabrication de cellule photovoltaïque. CERINNOV GROUP a bénéficié d'une aide OSEO pour la réalisation du projet d'innovation stratégique industrielle « FASIL » en 2011.

4.2 – Détail des immobilisations en cours de frais de recherche et développement

Le compte d'immobilisation incorporelles en cours correspond notamment :

- Au projet FE2E pour 288 K€. Ce projet a débuté en 2014 et vise à la réalisation de fusible écologiquement et économiquement efficace destiné à la protection des onduleurs à communication en

tension. CERINNOV GROUP bénéficie d'une aide de la BPI, de Oséo et du Conseil Régional pour ce projet. Le financement global est de 223 K€.

La subvention est liée à trois financeurs : Oséo pour 59 K€, le Conseil Régional pour 59 K€ et le FEDER pour 118 K€

- Au projet CERAGRAD pour 300 K€. Ce projet a débuté en 2015 et a pour objet la fabrication de céramique transparente. CERINNOV GROUP bénéficie d'une aide de la DGE pour la réalisation de ce projet. Le financement prévu s'élève à 712K€.
- Au projet CER e FACTORY pour 240 K€. Ce projet a débuté en 2017 et a pour objet la fabrication additive et l'impression 3D. CERINNOV GROUP bénéficie d'une aide de la BPI pour 281 K€, du FEDER pour 90 K€ et du Conseil Régional pour 67K€. Le financement global pour ce projet est de 438 K€.
- Au projet SUPPORTAGE HT pour 301 K€. Ce projet a débuté en 2017 et a pour objet la fabrication d'un four haute température (>1600°C).
- Au projet ROBOTCAM pour 231 K€. Ce projet a débuté en 2017 et a pour objet le développement de technologies de robotisation et d'asservissement par caméra pour l'industrie 4.0.
- Au projet TECHNOLOGIE TT pour 731 K€. Ce projet a débuté en 2017 et a pour but le développement et la mise sur le marché d'une technologie de décoration par total transfert pour l'industrie de la céramique et du verre.
- Au projet OPTION CSP pour 251 K€. Ce projet débuté en 2017 et a pour objet le développement de l'environnement des machines de coulage sous pression (séchoir, outillage robot, convoyeur spécial...)

Ces projets ont de sérieuses chance de réussite commerciale, ils n'ont fait l'objet d'aucun constat d'échec avec les partenaires industriels et ils seront amortis dès la première commercialisation de produits finis incluant ces technologies.

NOTE 5 – Tableau des filiales et participations

Immobilisations Financières	Valeur des titres inscrite à l'actif	Capital	Capitaux propres (autres que le capital)	Quote-Part du Capital détenue	Résultat du dernier exercice clos
Filiales (détenues à + de 50%)					
SA CERINNOV SAS 87280 LIMOGES.....	1 800 000	700 000	498 872	100	- 15 538
CERINNOV INC 80400 USA.....	32 630	87	156 917	90	- 200 127
WISTRA GMBH 50820 KOLN.....	27 500	25 000	- 150 992	100	- 159 641
CERINNOV UK 99 ANGLETERRE.....		1 118	- 202 696	100	- 20 209
CERAMIFOR LDA - 2415-614 LEIRIA - PORTUGAL.....	3 009 606	450 000	998 550	100	309 547
ISOSTOCK LDA - 2415-614 LEIRIA - PORTUGAL.....	30 636	10 000	27 971	100	3 704
CRISTELLERIE SAINT PAUL.....	2 499 931	170 000	878 582	100	121 740
TOTAL	7 400 303	1 356 205	2 207 204		39 476

La valeur brute des titres de participation a été retenue à la clôture de l'exercice comme la valeur d'utilité de ces participations. Cette estimation s'appuie notamment :

- Sur le caractère récent des investissements dans la filiale à l'étranger, qui nécessite un temps d'organisation et de prospection avant que ces filiales assurent la rentabilité.
- Sur des prévisions d'exploitation et financières qui traduisent des contacts commerciaux significatifs, devant conduire à une actualisation des flux économiques supérieurs à la valeur d'investissement sur les prochains exercices.
- Sur la rentabilité d'exploitation constatée sur l'exercice sur les filiales d'exploitation françaises, incluant le crédit d'impôts recherche.

Les avances en compte courant ayant un caractère stable ont été comptabilisées en créances rattachées à des participations.

En 2014, CERINNOV GROUP avait octroyé des prêts à WISTRA pour 750 000 €, WISTRA GmbH pour 200 000 € et CERINNOV INC pour 100 000 €. Ces prêts font l'objet d'échéancier sur 5 ans.

NOTE 6 – Contrat de liquidité

Dans la continuité de l'introduction en bourse, la société a souscrit un contrat de liquidité.

Au 31/12/2018, ce contrat de liquidité se répartit comme suit :

- Espèces : 38 086 €
- Actions propres : 52 768€ déprécié à hauteur de 4 595€

NOTE 7 – Détail des amortissements

Détails des amortissements	Valeur en début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Valeur en fin d'exercice
Frais de recherche et de développement.....	465 921	154 881		620 802
Autres postes d'immobilisations incorporelles.....	20 832	19 492	6 931	33 393
Total Immobilisations incorporelles	486 753	174 373	6 931	654 195
Terrains.....				
Constructions.....				
Installations tech, matériel & outillage.....	431 283	48 982		480 264
Inst. générales, agencements & aménagements divers.....	1 396	512		1 908
Matériel de transport.....	25 774	3 742		29 515
Matériel de bureau, informatique et mobilier.....	26 822	31 265	1 244	56 843
Autres immobilisations corporelles.....				
Total immobilisations corporelles	485 274	84 500	1 244	568 530
TOTAL GENERAL	972 027	258 873	8 175	1 222 725

NOTE 8 – Actif circulant

8.1 – Détail des créances et échéances

Actifs circulant	Montant Brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Capital souscrit :			
Capital souscrit non appelé.....			
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachée à des participations.....	346 784	89 735	257 049
Prêts.....	312 499	219 303	93 196
Autres.....	167 103		167 103
Créances de l'actif circulant :			
Client douteux ou litigieux.....	4 080		4 080
Autres créances clients.....	953 857	953 857	
Créances de titres prêtés ou remis en garantie.....			
Personnel et comptes rattachés.....			
Sécurité sociales et autres organismes sociaux.....			
Etat et autres collectivités publiques :			
Impôts sur les bénéfices.....	786 250	786 250	
Taxe sur la valeur ajoutée.....	185 012	185 012	
Autres Impôts, taxes et assimilé.....	4 464	4 464	
Divers.....			
Groupe et associés.....	3 128 336	3 128 336	
Débiteurs divers	332 764	332 764	
Charges constatés d'avance	31 037	31 037	
TOTAL	6 252 186	5 730 758	521 428
Prêts accordés en cours d'exercice.....			
Prêts récupérés en cours d'exercice.....	219 303		
Prêts et avances consentis aux associés (pers. physique).....			

8.2 – Charges à payer

Charges à payer	Montant
Fournisseurs - Factures non parvenues	980 306
Intérêts courus.....	2 553
Dettes, provisions pour congés payés.....	61 479
Autres dettes.....	381 404
TOTAL	1 425 743

8.3 – Produit à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Clients - Factures à établir	587 308
Etat - Produits à recevoir.....	309 713
Autres Produits à recevoir.....	21 211
Intérêts courus.....	12 096
TOTAL	930 328

NOTE 9 – Capitaux propres

Composition du capital

Capital d'un montant de 725 365 € décomposé en 3 626 824 titres d'une valeur nominale de 0,20 €.

Composition du capital	Nombre	Valeur Nominale
Titres composant le capital au début de l'exercice.....	3 563 706	0.20
Titres émis pendant l'exercice.....	63 118	0.20
Titres remboursés pendant l'exercice.....		
Titres composant le capital à la fin de l'exercice.....	3 626 824	0.20

Variation des capitaux propres

Variation des capitaux propres	Montant
Capitaux propres à l'ouverture.....	12 181 070
Augmentation de capital.....	12 624
Primes d'émission.....	427 528
Frais d'émission.....	
Résultat de l'exercice.....	- 392 446
Subventions d'investissements.....	106 038
Capitaux propres à la clôture.....	12 334 814

NOTE 10 – Provisions

10.1 – Provisions

Provisions	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Filiales (détenues à + de 50%)					
Litiges.....					
Garanties données aux clients					
Amendes et pénalités.....					
Provisions pour risques.....	91 430	236 140			327 570
Pensions et obligations similaires.....	53 354	1 142			54 496
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions.....					
Autres provisions pour risques et charges.....	41 771	9 283			51 054
TOTAL	186 555	246 564			433 120

10.2 – Ventilation des dotations / reprises des provisions

Ventilation Dotations & Reprises des Provisions	Dotations	Reprises
Provisions d'exploitation.....	1 142	-
Provisions Financières	9 283	-
Provisions Exceptionnelles	236 140	-
Provisions	246 564	-

NOTE 11 – Dettes

Échéances des dettes	Montant Brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an	Échéances à plus de 5 ans
Avances remboursables.....	695 911	120 800	299 371	275 740
Emprunts obligataire convertibles.....				
Autres emprunts obligataires.....				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits.....	4 935 758	982 439	3 293 496	659 823
Emprunts et dettes financières diverses.....				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés.....	1 122 622	1 122 622		
Dettes fiscales et sociales.....	219 226	219 226		
Dettes sur immobilisation et comptes rattachés				
Groupe et associés.....	376 349	376 349		
Autres dettes.....	381 418	381 418		
Produits constatés d'avance.....	105 158	105 158		
TOTAL	7 836 443	3 308 013	3 592 867	935 563
Avances Souscrites en cours d'exercice.....				
Emprunts souscrits en cours d'exercice.....	2 325 250			
Emprunts remboursés sur l'exercice.....	912 060			
Avances remboursées sur l'exercice.....	120 800			

NOTE 12 – Comptes de régularisation

12.1 – Charges constatées d'avances

Charges Constatées d'avance	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges exceptionnelles
Charges constatées d'avance.....	31 037		
TOTAL	31 037		

INFORMATIONS RELATIVES AU RESULTAT

NOTE 13 – Charges et produits d'exploitation et financier

Rémunération des commissaires aux comptes

Montant comptabilisé au titre du contrôle légal des comptes annuels : 34 700 €

NOTE 14 – Résultat et impôts sur les bénéfices

A partir de l'exercice ouvert au 01/01/2009, la société CERINNOV GROUP est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe CERINNOV GROUP.

L'impôt sur les sociétés comptabilisé n'est pas altéré par des conventions particulières au groupe.

Les déficits reportables de l'intégration fiscale du groupe CERINNOV GROUP s'élèvent à 5 468K€ au 31.12.2018.

AUTRES INFORMATIONS

NOTE 15 – Parties liées

Aucune transaction significative ou à des conditions différentes de celles du marché n'a été conclue avec une partie liée.

NOTE 16 – Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite indemnités assimilées : 54 496€.

Le calcul de la provision d'indemnité de départ en retraite tient compte des hypothèses suivantes :

- Augmentation des salaires : 1 %
- Départ en retraite : 62 ans
- Turn over : Faible
- Taux de CS : 40 %
- Taux d'actualisation : 1,57 %

NOTE 17 – Crédit d'impôts compétitivité et emploi (CICE)

Le CICE acquis au titre de la période close au 31 décembre 2018 s'élève à 11 871 €.

Le crédit d'impôt 2018 a été utilisé pour l'amélioration de la compétitivité de l'entreprise au travers notamment d'effort de reconstitution de son fonds de roulement.

NOTE 18 – Engagements hors bilan

ENGAGEMENTS DONNES	31-déc.-18	31-déc.-17
Cautions bancaires.....	136 372	136 372
Nantissement de fonds de commerce.....	61 000	61 000
Nantissement comptes titres.....	1 625 000	600 000
Nantissement comptes bancaires rémunérés.....	2 233 000	2 233 000
Nantissement de matériel.....	200 000	200 000
Cautions de marché.....		
Garantie sur engagement étranger.....	5 000	5 000
Total Engagements donnés.....	4 260 372	3 235 372
ENGAGEMENTS RECUS	31-déc.-18	31-déc.-17
Garantie BPI.....	200 000	200 000
Garantie Caution Export.....		
Avals et cautions divers.....		
Total Engagements reçus.....	200 000	200 000

NOTE 19 – Effectifs

EFFECTIF PAR CATEGORIE	31-déc.-18	31-déc.-17
Cadres.....	14	14
Agents de maîtrise et techniciens.....	1	
Employés.....	3	3
Ouvriers.....		
Total Effectif.....	18	17

NOTE 20 - Rémunération des organes de direction

La rémunération des membres composant l'organe de direction s'élève à 342 K€. De plus, les engagements en matière de pensions et indemnités assimilées s'élèvent à 36 K€.

NOTE 21 – Tableau des cinq derniers exercices

Tableau des 5 dernières années	N-4	N-3	N-2	N-1	N
Capital en Fin d'exercice					
Capital social.....	430 188	430 188	697 648	712 741	725 365
Nombre d'actions ordinaires.....	165 457	165 457	3 488 240	3 563 706	3 626 824
Opérations et résultats					
Chiffre d'affaires (HT).....	1 142 589	1 205 593	1 554 707	2 090 121	1 717 722
Résultat avant impôts, participation, dotation aux amortissements et provisions...	222 437	149 777	262 523	316 744	- 216 510
Impôts sur les bénéfices.....	- 113 114	- 76 380	- 163 182	- 167 703	- 382 560
Résultat après impôts, participation, dotation aux amortissements et provisions...	111 581	61 035	707 541	281 229	- 392 446
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation, avant dotation aux amortissements et provisions...	2.03	1.37	0.12	0.14	0.05
Résultat après impôts, participation, dotation aux amortissements et provisions...	0.67	0.37	0.20	0.08	- 0.11
Dividende distribué.....					
Personnel					
Effectif salarié.....	12	12	13	17	18
Montant de la masse salariale.....	551 307	566 223	670 749	915 659	1 121 004
Montant des sommes versées en avantages sociaux.....	240 100	227 123	267 258	366 694	473 970